

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 1529

[C — 2003/29189]

27 FEVRIER 2003. — Décret organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1. Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;
2. Administration : la Direction générale du Sport du Ministère de la Communauté française;
3. Conseil supérieur : le Conseil supérieur de l'Éducation physique, des Sports et de la Vie en plein air;
4. Infrastructure sportive : toute installation immobilière destinée à la pratique sportive;
5. ASBL : association sans but lucratif visée par la loi du 21 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;
6. Régie : régie communale autonome exploitant des infrastructures affectées à des activités sportives, visées à l'article 1^{er}, 7°, de l'arrêté royal du 10 avril 1995 déterminant les activités à caractère industriel ou commercial pour lesquelles le Conseil communal peut créer une régie communale autonome dotée de la personnalité juridique.

CHAPITRE II. — *De la reconnaissance*

Art. 2. Est considéré comme centre sportif local, une ASBL ou une régie qui gère un ensemble d'infrastructures permettant la pratique sportive, situées soit sur le territoire d'une même commune soit sur les territoires de plusieurs communes obligatoirement limitrophes et associées pour une gestion commune.

Art. 3. Est considéré comme centre sportif local intégré le centre sportif local qui, outre les infrastructures sportives visées à l'article 2, regroupe des infrastructures sportives à usage scolaire dépendant de la commune, de la province, de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale ou de la Communauté française.

Les autres infrastructures sportives à usage scolaire peuvent être incluses au sein d'un centre sportif local intégré.

En ce qui concerne les communes de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, un centre sportif local ou un centre sportif local intégré doit gérer des infrastructures sportives dont la construction a été financée exclusivement par des pouvoirs publics, des institutions ou des organisations relevant de la Communauté française et organiser des activités exclusivement en français.

Art. 4. Après avis du Conseil supérieur, le Gouvernement peut reconnaître les centres sportifs locaux et les centres sportifs locaux intégrés qui répondent aux conditions fixées par le présent décret.

Un seul centre sportif local ou un seul centre sportif local intégré peut être reconnu sur le territoire d'une commune.

Art. 5. La reconnaissance est accordée pour une durée de dix ans.

La décision est notifiée au centre sportif local ou au centre sportif local intégré, sous pli recommandé à la poste.

Art. 6. En cas de manquement à une des obligations prévues par le présent décret ou en vertu de celui-ci, la reconnaissance peut être suspendue ou retirée par le Gouvernement, après avis au Conseil supérieur et après que le centre sportif local ou le centre sportif local intégré, ait été invité à faire valoir ses arguments.

La décision est notifiée, sous pli recommandé à la poste.

Art. 7. Le Gouvernement détermine la procédure à suivre pour l'introduction et l'examen des demandes de reconnaissance d'un centre sportif local ou d'un centre sportif local intégré.

Le Gouvernement organise les voies de recours administratives contre les décisions de non-reconnaissance, de suspension ou de retrait de la reconnaissance d'un centre sportif local ou d'un centre sportif local intégré.

Art. 8. Tout centre sportif local ou centre sportif local intégré reconnu par le Gouvernement est tenu de faire mention de cette reconnaissance dans ses documents officiels.

Art. 9. Pour obtenir la reconnaissance, un centre sportif local ou un centre sportif local intégré doit remplir les missions et satisfaire aux conditions reprises ci-dessous :

1. promouvoir la pratique sportive sous toutes ses formes sans discrimination;
2. promouvoir des pratiques d'éducation à la santé par le sport;
3. établir un plan annuel d'occupation et d'animation sportives des infrastructures concernées garantissant l'accès, dans les limites fixées par le Gouvernement, à des activités de sport pour tous et prévoyant l'organisation d'activités sportives librement réservées à l'ensemble de la population;
4. détenir le droit de propriété ou de jouissance des infrastructures qui composent le centre pour au moins la durée de la reconnaissance. En ce qui concerne les centres sportifs locaux intégrés, le droit de jouissance des infrastructures sportives scolaires n'est exigé que pour les périodes situées en dehors des horaires scolaires;
5. compter au moins une année d'existence au moment de l'introduction de la demande de reconnaissance;
6. veiller à ce que sa responsabilité civile et la réparation des dommages corporels des utilisateurs soient couvertes à suffisance par une assurance;
7. communiquer son règlement d'ordre intérieur aux utilisateurs et à l'administration;
8. accepter l'inspection de ses activités et le contrôle des documents comptables et administratifs par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement;

9. constituer un conseil des utilisateurs locaux, ayant pouvoir consultatif en matière d'animation et d'élaboration de programmes d'activités du centre sportif local ou du centre sportif local intégré. Ce Conseil se réunit au moins deux fois par an;

10. informer, préalablement à la création d'un centre sportif local ou d'un centre sportif local intégré, l'ensemble des gestionnaires des infrastructures visées aux articles 2 et 3;

11. présenter un plan budgétaire portant sur cinq années et identifiant les contributions financières prévues de la ou des communes concernées ainsi que de la Communauté française.

Art. 10. Le Gouvernement fixe les conditions qualitatives et quantitatives minimales auxquelles doivent satisfaire les infrastructures sportives qui sont rassemblées au sein d'un centre sportif local ou d'un centre sportif local intégré.

CHAPITRE III. — *Du subventionnement*

Art. 11. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement accorde des subventions pour le traitement des agents chargés de l'animation et de la gestion d'un centre sportif local ou d'un centre sportif local intégré reconnu, ci-après dénommés « agents du sport ».

Art. 12. Le Gouvernement fixe les conditions auxquelles les agents du sport doivent répondre afin que leurs traitements soient subsidiables.

Ces conditions tiennent compte de la nature des fonctions exercées, de l'âge des agents du sport concernés, de leur ancienneté de service ainsi que de leurs qualifications.

Art. 13. Le Gouvernement détermine le nombre des agents du sport dont le traitement est subsidiable compte tenu du nombre d'habitants de ou des communes visées et de la nature et du nombre des infrastructures sportives formant le centre sportif local ou le centre sportif local intégré, avec un maximum de deux personnes par centre sportif local ou par un centre sportif local intégré.

Pour un centre sportif local intégré, l'équivalent d'un temps plein de travail peut être ajouté en faveur d'agents spécialement chargés de tâches de surveillance et de maintenance des infrastructures sportives.

Art. 14. Les agents du sport sont engagés par le centre sportif local ou le centre sportif local intégré qui en communique la liste à l'administration.

Art. 15. Le montant de la subvention correspond à 90 % du traitement du premier agent et à 75 % du traitement des autres agents. Par traitement, on entend le montant brut du traitement, du pécule de vacances et des allocations ou pécules de fin d'année, ainsi que la cotisation payée par l'employeur en vertu de la législation en matière de sécurité sociale.

Le Gouvernement fixe le montant maximum du traitement à prendre en considération, en tenant compte de la nature des fonctions exercées, de l'âge des agents concernés, de leur ancienneté de service ainsi que de leurs qualifications.

Art. 16. Le Gouvernement détermine la procédure à suivre pour l'introduction et l'examen des demandes de subventions visées au présent chapitre.

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 17. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 février 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2002-2003* :

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 338-1. — Amendements de commission, n° 338-2. — Rapport, n° 338-3.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 18 février 2003. — Adoption. Séance du 19 février 2003.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1529

[C — 2003/29189]

27 FEBRUARI 2003. — Decreet houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet verstaat men onder :

1. Regering : de Franse Gemeenschapsregering;
2. Bestuur : de Algemene Directie van de Sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
3. Hoge Raad : de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Ontspanning;
4. Sportinfrastructuur : iedere vastgoed installatie voor sportbeoefening;
5. VZW : vereniging zonder winstoogmerk zoals bedoeld in de wet van 21 juni 1921 waarbij aan verenigingen zonder winstoogmerk en aan instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;
6. Openbaar nutsbedrijf : autonoom gemeentebedrijf die de infrastructuur voor sportactiviteiten uitbaat, zoals bedoeld in artikel 1, 7°, van het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot bepaling van de activiteiten van industriële of commerciële aard waarvoor de gemeenteraad een autonoom gemeentebedrijf met rechtspersoonlijkheid kan oprichten.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning*

Art. 2. Wordt beschouwd als een plaatselijk sportcentrum, een vzw of een openbaar nutsbedrijf dat een infrastructuur in handen heeft voor sportbeoefening, gelegen hetzij op het grondgebied van eenzelfde gemeente, hetzij op de grondgebieden van meerdere verplichte aangrenzende gemeenten die instaan voor een gezamenlijk beheer.

Art. 3. Wordt beschouwd als een geïntegreerd plaatselijk sportcentrum het plaatselijk sportcentrum dat, naast de in artikel 2 bedoelde sportinfrastructuur, sportinfrastructuur voor scholen omvat welke afhangt van de gemeente, de provincie, de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of van de Franse Gemeenschap.

De andere sportinfrastructuur voor scholen kan worden opgenomen in een geïntegreerd plaatselijk sportcentrum.

Wat betreft de gemeenten van het tweetalig gewest Brussel-Hoofdstad, moet een plaatselijk sportcentrum of een geïntegreerd plaatselijk sportcentrum de sportinfrastructuur beheren waarvan de bouw alleen werd gefinancierd door overheden, instellingen of organisaties die afhangen van de Franse Gemeenschap en mag dit uitsluitend activiteiten in het Frans organiseren.

Art. 4. Na advies van de Hoge Raad kan de Regering de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra die voldoen aan de in dit decreet gestelde voorwaarden, erkennen.

Er mag op het grondgebied van een gemeente slechts een enkel plaatselijk sportcentrum of een enkel geïntegreerd plaatselijk sportcentrum worden erkend.

Art. 5. De erkenning wordt verleend voor een duur van tien jaar.

De beslissing wordt betekend aan het plaatselijk sportcentrum of aan het geïntegreerd plaatselijk sportcentrum via een ter post aangetekende brief.

Art. 6. Bij verzuim aan een van de in dit decreet of krachtens dit decreet voorziene verplichtingen kan de Regering de erkenning intrekken of schorsen na advies van de Hoge Raad en nadat het plaatselijk sportcentrum of het geïntegreerd plaatselijk sportcentrum verzocht werd zijn argumenten aan te voeren.

De beslissing wordt betekend bij een ter post aangetekend schrijven.

Art. 7. De Regering legt de te volgen procedure vast voor de indiening en de behandeling van de aanvragen om erkenning van een plaatselijk sportcentrum of van een geïntegreerd plaatselijk sportcentrum.

De Regering voorziet in administratieve rechtsmiddelen tegen de beslissingen tot niet-erkenning, tot schorsing of tot intrekking van de erkenning van een plaatselijk sportcentrum of van een geïntegreerd plaatselijk sportcentrum.

Art. 8. Ieder plaatselijk sportcentrum of geïntegreerd plaatselijk sportcentrum dat is erkend door de Regering moet deze erkenning vermelden in zijn officiële documenten.

Art. 9. Om te worden erkend moet een plaatselijk sportcentrum of een geïntegreerd plaatselijk sportcentrum volgende taken volbrengen en voldoen aan onderstaande voorwaarden :

1. sportbeoefening promoten in al zijn vormen en zonder discriminatie;
2. praktijken promoten voor een gezonde opvoeding via sport;
3. een jaarplan opstellen voor de sportbezetting en de sportanimatie van de betrokken infrastructuur waarbij voor eenieder toegang wordt verzekerd, binnen de perken opgelegd door de Regering, tot sportactiviteiten en waarbij wordt voorzien in de organisatie van sportactiviteiten die vrij voorbehouden zijn voor de bevolking;
4. het eigendomsrecht of genot hebben over de infrastructuur van het centrum voor minstens de duur van de erkenning. Wat de geïntegreerde plaatselijke sportcentra betreft, is het bezit van de schoolsportinfrastructuur slechts vereist voor de perioden buiten schooltijden;
5. minstens een jaar bestaan op het ogenblik dat de aanvraag om erkenning wordt ingediend;
6. erop toezien dat zijn burgerlijke aansprakelijkheid en de lichamelijke schadeloosstelling van de gebruikers voldoende gedekt is door een verzekering;
7. zijn huishoudelijk reglement meedelen aan de gebruikers en aan het bestuur;
8. de inspectie van zijn activiteiten toelaten alsook de controle van de boekhoudkundige en administratieve documenten door ambtenaren die door de Regering zijn aangesteld;

9. een raad van plaatselijke gebruikers instellen met adviesverlenende bevoegdheid inzake de animatie en inzake de uitwerking van activiteitenprogramma's van het plaatselijk sportcentrum of het geïntegreerd plaatselijk sportcentrum. Deze raad vergadert minstens twee maal per jaar;

10. vóór de oprichting van een plaatselijk sportcentrum of een geïntegreerd plaatselijk sportcentrum, alle verantwoordelijken van de infrastructuur bedoeld in artikelen 2 en 3 op de hoogte brengen;

11. een budgettair plan voorleggen voor vijf jaar met vermelding van de voorziene financiële bijdragen van de betrokken gemeente(n) alsook van de Franse Gemeenschap.

Art. 10. De Regering legt de minimale kwaliteits- en kwantiteitsvoorwaarden vast waaraan de sportinfrastructuur in een plaatselijk sportcentrum of een geïntegreerd plaatselijk sportcentrum moet voldoen.

HOOFDSTUK III. — *Subsidiëring*

Art. 11. De Regering kent, binnen de perken van de begrotingskredieten, toelagen toe voor de bezoldiging van de ambtenaren die instaan voor de animatie en het beheer van een erkend plaatselijk sportcentrum of een erkend geïntegreerd plaatselijk sportcentrum, hierna 'sportambtenaren' genoemd.

Art. 12. De Regering bepaalt de voorwaarden waaraan de sportambtenaren moeten voldoen opdat hun weddes subsidieerbaar zouden zijn.

Deze voorwaarden houden rekening met de aard van de uitgeoefende ambten, de leeftijd van de betrokken sportambtenaren, hun dienstanciënniteit alsook hun kwalificaties.

Art. 13. De Regering bepaalt het aantal sportambtenaren wier wedde subsidieerbaar is rekening houdend met het aantal inwoners van de bedoelde gemeenten en met de aard en het aantal sportinfrastructuren waaruit het plaatselijk sportcentrum of het geïntegreerd plaatselijk sportcentrum bestaan, met een maximum van twee personen per plaatselijk sportcentrum of per geïntegreerd plaatselijk sportcentrum.

Voor een geïntegreerd plaatselijk sportcentrum kan een voltijds arbeidsequivalent worden toegevoegd ten behoeve van de ambtenaren die in het bijzonder instaan voor bewakings- en onderhoudstaken van de sportinfrastructuren.

Art. 14. De sportambtenaren worden aangeworven door het plaatselijk sportcentrum of het geïntegreerd plaatselijk sportcentrum welk de lijst bezorgt aan het bestuur.

Art. 15. Het subsidiebedrag komt overeen met 90 % van de wedde van de eerste ambtenaar en met 75 % van de wedde van de andere ambtenaren. Onder wedde verstaat men het brutobedrag van de wedde, van het vakantiegeld en van de toelagen of eindejaarspremies, alsook de bijdrage betaald door de werkgever krachtens de wetgeving inzake de sociale zekerheid.

De Regering bepaalt het maximumbedrag van de in aanmerking te nemen wedde, rekening houdend met de aard van de uitgeoefende ambten, de leeftijd van de betrokken ambtenaren, hun dienstanciënniteit alsook hun kwalificaties.

Art. 16. De Regering bepaalt de te volgen procedure voor de indiening en de behandeling van de aanvragen om toelagen zoals bedoeld in dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

Art. 17. Dit decreet treedt in werking op de dag die is bepaald door de Regering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, op 27 februari 2003.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003* :

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 338-1. — Commissieamendementen nr. 338-2. — Verslag, nr. 338-3.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 18 februari 2003. — Aanneming. Vergadering van 19 februari 2003.